

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25005 Besançon

Besançon, le 05/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Cogénération Biomasse de Novillars**

rue Jean-Baptiste Weibel  
25220 NOVILLARS

Références : UID257090/SPR/WG/0705A

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2022 dans l'établissement Cogénération Biomasse de Novillars implanté rue Jean-Baptiste Weibel 25220 NOVILLARS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre du renforcement du plan de contrôle pluriannuel.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Cogénération Biomasse de Novillars
- rue Jean-Baptiste Weibel 25220 NOVILLARS
- Code AIOT dans GUN : 0005906068
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED – MTD : Oui

La société Cogénération Biomasse de Novillars (CBN) produit de la chaleur (vapeur d'eau) et de l'électricité au moyen d'une chaufferie alimentée uniquement à partir de bois naturel stocké et broyé sur place, provenant de la sylviculture, de chutes de bois issus de l'industrie de transformation du bois (scieries) et d'artisans.

Une partie de la vapeur sert au procédé de la papeterie GEMDOUBS.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Eau et rejets aqueux
- Garanties financières

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1 - Suite de l'inspection 7 avril 2021	AP Complémentaire du 04/07/2016, article 7.6.4	/	Sans objet
4 - Origine des approvisionnements en eau	AP Complémentaire du 04/07/2016, article 4.1.1	/	Sans objet
5 - Prélèvement d'eau en nappe par forage	AP Complémentaire du 04/07/2016, article 4.1.3.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6 - Plan des réseaux	AP Complémentaire du 04/07/2016, article 4.2.2	/	Sans objet
7 - Localisation des points de rejet	AP Complémentaire du 04/07/2016, article 4.3.5	/	Sans objet
9 - Aménagement des points de rejet	AP Complémentaire du 04/07/2016, article 4.3.6.1	/	Sans objet
10 - Eaux industrielles issues de l'osmoseur inverse	AP Complémentaire du 04/07/2016, article 4.3.13	/	Sans objet
12 - Autosurveillance des eaux résiduaires	AP Complémentaire du 04/07/2016, article 8.2.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2 - Etablissement des garanties financières	AP Complémentaire du 04/07/2016, article 1.5.3	/	Sans objet
3 - Montant des garanties financières	AP Complémentaire du 04/07/2016, article 1.5.2	/	Sans objet
8 - Rejet dans le réseau d'assainissement	AP Complémentaire du 04/07/2016, article 4.3.6	/	Sans objet
11 - Relevé des prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 04/07/2016, article 8.2.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour l'année 2022, l'inspection a mis en exergue une consommation d'eau nécessaire à la fabrication de la vapeur pratiquement 5 fois supérieure à celle autorisée.

Cette surconsommation est constatée depuis la mise en service de la chaufferie biomasse et va en croissant, passant de 172 000 m<sup>3</sup> en 2019 à 309 000 m<sup>3</sup> en 2021.

Son origine provient du circuit ouvert du réseau de chaleur reliant CBN à GEMDOUBS alors que ce circuit devrait être fermé (en fonctionnement normal, la vapeur après avoir réchauffé les équipements côté Gemdoubbs, refroidit et se condense. Cette vapeur condensée - condensats -, encore très chaude, est recyclée (économie d'eau, en premier lieu, mais également d'énergie car il est nécessaire de moins chauffer ces condensats chauds pour produire à nouveau de la vapeur) par CBN pour produire à nouveau de la chaleur. Un simple appoint d'eau déminéralisée est nécessaire pour compenser les purges de déconcentration, ainsi que les petites pertes de matière du fait des échappements de vapeur).

Cette configuration dégradée est née d'une mauvaise qualité des condensats qui les rend impropres à une réutilisation par CBN. Après identification de l'origine de la mauvaise qualité en 2019 et 2020, puis suite aux recherches de solutions techniques en cours depuis 2021, le retour à un circuit fermé semble à ce stade des informations suspendu à un accord financier entre les 2 parties.

L'absence de circuit fermé a pour conséquence une surconsommation en eau pour fabriquer de l'eau apte à être transformée en vapeur. Cette surconsommation a pour effet collatéral de générer un rejet aqueux non conforme en volume vers le réseau d'assainissement dû à un nettoyage plus fréquent des osmoseurs inverse qui produisent l'eau pour fabriquer la vapeur.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : 1 - Suite de l'inspection 7 avril 2021

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2016, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. L'exploitant est tenu de : <ul style="list-style-type: none"><li>- réaliser un autocontrôle et une maintenance préventive de ses installations, afin de valider leur bon fonctionnement et celui de leurs organes de sécurité,</li><li>-faire réaliser l'ensemble des contrôles périodiques prescrits par la réglementation par un organisme agréé ou habilité par le ministère ou le préfet du département concerné. Les procédures d'autocontrôle sont réalisées en complément de ces vérifications obligatoires.</li></ul> Le tableau ci-dessous présente certains contrôles périodiques et vérifications que réalisera CBN dans le cadre de l'exploitation de son futur site ainsi que leur fréquence de réalisation.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 7 avril 2021, la non-conformité 3 avait été dressée car le registre des vérifications périodiques n'était pas à jour à la date de la visite d'inspection. Par ailleurs, les vérifications et contrôles faits en interne devaient être formalisés dans une procédure. En réponse, l'exploitant avait transmis le tableau de suivi à jour mais aucune procédure n'avait été transmise.  Lors de l'inspection du 13 avril 2022, l'exploitant n'a pas pu présenter de procédure.  Par courriel en date du 22 avril 2022, l'exploitant a adressé la procédure (HSE-E10-004 - Version 1 - Avril 2022) et un rapport de contrôles (des extincteurs, RIA ...) présenté comme celui effectué au titre de l'année 2021.  Sur la procédure, la légende du plan d'intervention est illisible. Elle ne permet pas de repérer les différents moyens de défense incendie et de faire le lien avec le rapport de contrôle qui indique pour chaque appareil sa localisation. A cela, il convient d'ajouter que le plan d'intervention ne tient pas compte de l'installation d'évapo-concentration implantée en début d'année 2022.  Sur le rapport, il n'est pas possible d'identifier quelle société est intervenue, ni à quelle date. La colonne "panne" de ce rapport présente 4 commentaires. Il est impossible de savoir si ces pannes ont fait l'objet de mesures correctives.  L'ensemble des éléments transmis par courriel porte sur les vérifications effectuées dans le cadre des obligations réglementaires par un organisme agréé ou habilité par le ministère ou le préfet. L'exploitant n'a apporté aucun élément sur la réalisation d'un autocontrôle et une maintenance préventive de ses matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie, afin de valider leur bon fonctionnement.
<b>Observations :</b> L'exploitant fera connaître sous un mois quels sont les autocontrôles auxquels il procède et complètera la procédure déjà transmise.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 2 - Etablissement des garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2016, article 1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant le 1er septembre 2021 dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement.
<b>Constats :</b> Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 8 avril 2022 l'acte de cautionnement dont les références sont les suivantes : Société : ATRADIUS CREDITO Y CAUCION S.A. DE SEGUROS Y REASEGUROS dont la succursale en France est située au 159 RUE ANATOLE FRANCE CS50118 92596 LEVALLOIS-PERRET CEDEX. Référence de l'acte : Client n°: 549741 / Contrat n°: 384583 / Caution n°: 1 Date de validité : 31/05/2023 à 18 heures.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 3 - Montant des garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2016, article 1.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties Financières
<b>Prescription contrôlée :</b> Le montant de référence des garanties financières, défini sur la base de l'arrêté du 31/05/12 susvisé relatif au calcul des garanties financières, est fixé à 112 001,43 euros TTC avec un indice TP 01 = 109,8 de décembre 2020 (paru au JO du 20 mars 2021) et un taux TVA = 20 %.
<b>Constats :</b> Le montant garanti est identique à celui de l'arrêté. La variation de l'indice de décembre 2020 avec celui de décembre 2021 (dernier indice paru au JO du 17/03/2022) est inférieure à 15%.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### Nom du point de contrôle : 4 - Origine des approvisionnements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2016, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : 60 400 m3 par an pour les eaux de forage et 700 m3 par an pour le réseau d'adduction d'eau.
<b>Constats :</b> Pour les eaux de forage, les données fournies par l'exploitant sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- en 2019 : 172 138 m3 ;</li><li>- en 2020 : 229 473 m3 ;</li><li>- en 2021 : 309 529 m3.</li></ul> <p>Le site a été mis en service en 2019.</p> <p>Questionné sur le non respect de la disposition de l'art. 4.1.1, l'exploitant indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les dépassements constatés ont pour origine la mauvaise qualité des condensats qui résultent de la fraction de vapeur non utilisée sur le site de la papeterie GEMDOUBS. Cette eau présente une qualité incompatible avec la fabrication à nouveau de vapeur au niveau des installations de la société CBN.</li><li>- la mise en circuit ouvert de ce réseau de vapeur conduit à compenser les volumes de condensat perdus par un approvisionnement en eau de forage.</li></ul> <p>Sur la qualité des condensats, l'exploitant précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une solution technique est à l'étude (polisher) par la société SETEC-HYDRATEC à laquelle des derniers compléments ont été fournis en mars 2022 par CBN. A ce stade, aucune échéance n'a été donnée pour la remise de l'étude sur la solution technique ;</li><li>- le coût d'achat de l'installation de traitement des condensats est compris entre 400 000 et 500 000 euros, celui de son fonctionnement annuel est estimé à 10 % de la valeur d'achat. A noter que l'exploitant paie une redevance à l'Agence de l'Eau sur le prélèvement en eau dans la nappe souterraine ;</li><li>- une des solutions financières pourrait consister à la prise en charge de l'installation par CBN sous réserve qu'elle puisse facturer un prix de revient de cet équipement à la société Gemdoub.</li></ul>
<b>Observations :</b> L'exploitant fournira sous un mois un plan d'actions conduisant au respect de cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### Nom du point de contrôle : 5 - Prélèvement d'eau en nappe par forage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2016, article 4.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau de forage nécessaires à CBN s'effectuent à partir des forages existants de la papeterie GEMDOUBS selon la convention qui les lie entre elles. Le prélèvement autorisé, propre au besoin de CBN, est de 7,27 m3/h dans la limite de 60 400 m3 par an. Toute augmentation des débits prévue à l'article 4.1.1 doit préalablement être portée à la connaissance du service d'inspection et faire l'objet de l'accord du préfet du Doubs. La convention passée sera révisée en fonction des nouveaux débits et volumes fixés par le préfet du Doubs.
<b>Constats :</b> L'augmentation n'a pas été portée à la connaissance du préfet.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## Nom du point de contrôle : 6 - Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2016, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : -__ l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) -__ les secteurs collectés et les réseaux associés, * les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) * les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu),
<b>Constats :</b> En séance, des plans correspondants à différentes typologies d'eau ont été projetés à l'écran mais aucune remise de document n'a été faite. Il n'a pas été possible de vérifier l'ensemble des spécifications demandées sur les plans du fait de la projection des plans.  Par courriel en date du 22 avril 2022, l'exploitant a transmis le plan des réseaux sous format informatique (.dwg). Les différents et nombreux calques disponibles rendent l'exploitation du document mal aisée.
<b>Observations :</b> En format pdf, l'exploitant transmettra sous un mois, le (ou les) plan(s) des réseaux d'alimentation et de collecte visés à l'article 4.2.2 de l'arrêté du 04/07/2016.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : 7 - Localisation des points de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2016, article 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Point de rejet vers le réseau d'assainissement N°2 Débit maximal annuel pour les eaux industrielles : 16 400 m3
<b>Constats :</b> Les données fournies par l'exploitant sur les volumes annuels rejetés sont les suivantes : - en 2019 : 27 523 m3 ; - en 2020 : 18 347 m3 ; - en 2021 : 21 318 m3 ; - en 2022 : l'exploitation de la donnée de décembre 2021 et celle relevée au 13 avril 2022 montre que la consommation s'établit à 96 794 m3 depuis le début de l'année.  Questionné, l'exploitant précise que ces dépassements sont dus à l'absence de retour des condensats qui entraîne le traitement d'un volume d'eau de forage supérieur à celui autorisé (voir point de contrôle n°4).  Ce traitement est composé de 2 lignes identiques composées chacune d'un adoucisseur et d'un osmoseur inverse. La maintenance des membranes de l'osmoseur inverse nécessite un nettoyage régulier à l'eau.  L'installation de traitement était initialement prévue pour faire fonctionner en alternance les 2 systèmes. L'absence de retour des condensats contraint l'exploitant à faire travailler simultanément les 2 lignes de traitement.  De ce fait, le nettoyage des 2 osmoseurs inverses génère un volume plus important que celui autorisé.
<b>Observations :</b> L'exploitant fournira sous un mois un plan d'actions conduisant au respect de cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : 8 - Rejet dans le réseau d'assainissement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2016, article 4.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Rejet dans la station collective Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.
<b>Constats :</b> La convention a été fournie
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : 9 - Aménagement des points de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2016, article 4.3.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> 4.3.6.1.1 Aménagement des points de prélèvements Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur. 4.3.6.1.2 Section de mesure Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, le point de rejet des effluents liquides au réseau d'assainissement a fait l'objet d'un contrôle.  Sur place, il existe pour ce point de rejet une station de relevage équipée d'un pH-mètre et d'un préleveur qui permet la réalisation d'un échantillon. En l'absence de section de mesure et d'information de l'exploitant sur le mode d'échantillonnage (proportionnel au débit ou par pas de temps), L'inspection ne peut se prononcer sur le caractère représentatif des mesures qui sont faites.  Le débit de rejet est mesuré grâce un compteur.  La lecture directe du pH-mètre a permis de relever une valeur de 6,58 conforme aux spécifications de l'article 4.3.9 de l'arrêté du 04/07/2016.  L'accès à ce point de rejet est aisé.
<b>Observations :</b> L'exploitant détaillera le fonctionnement du préleveur.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 10 - Eaux industrielles issues de l'osmoseur inverse**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2016, article 4.3.13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> ... La concentration des espèces en solution avant rejet des eaux industrielles issues des eaux de purges de l'osmose inverse dans le milieu récepteur considéré est limitée à la composition de l'eau brute prélevée dans la nappe (conformément à l'article 4.1.1), multipliée par un facteur 8. Ce facteur de concentration correspond à l'efficacité de l'osmoseur inverse. L'exploitant réalisera annuellement une caractérisation des eaux de purge de l'osmoseur sur les paramètres définis à l'article 4.3.9, accompagnée de commentaires d'interprétation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'il a réalisé en 2019 une caractérisation des eaux de purge de l'osmoseur. Pour les années suivantes aucune mesure n'a été effectuée. Les résultats de l'année 2019 n'ont pas été présentés.
<b>Observations :</b> L'exploitant fournira sous un mois un plan d'actions conduisant au respect de cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 11 - Relevé des prélèvements d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2016, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement Les résultats sont portés sur un registre.
<b>Constats :</b> Par courriel du 8 avril 2022, l'exploitant a fourni la donnée annuelle de consommation d'eau sans préciser les consommations mensuelles. Dans le local de traitement des eaux de forage, le compteur totaliseur a été identifié. Il affichait la valeur de 854 986 m3.  Par courriel du 22 avril 2022, l'exploitant a transmis les relevés mensuels pour les années 2019 à 2021.  L'exploitation de la donnée de décembre 2021 et celle relevée au 13 avril 2022 montre que la consommation s'établit à 96 794 m3 depuis le début de l'année.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 12 - Autosurveillance des eaux résiduares**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2016, article 8.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> La caractérisation des eaux de purge issues de l'osmoseur inverse fixée à l'article 4.3.13 ainsi que la conformité des eaux industrielles avec les normes de rejet fixées à l'article 4.3.9 est vérifiée une fois par an selon des procédures normalisées par un organisme accrédité ou agréé par le Ministère en charge de l'Inspection des Installations Classées pour les paramètres considérés Les résultats des mesures sont transmis dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées et au plus tard un mois après leur réception avec les commentaires éventuels sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées le cas échéant.
<b>Constats :</b> Pour les eaux de lavage issues de l'osmoseur inverse, l'exploitant a indiqué qu'il a réalisé en 2019 une caractérisation de ce rejet. Pour les années suivantes aucune mesure n'a été effectuée. Les résultats de l'année 2019 n'ont pas été présentés.  Concernant les eaux industrielles, l'exploitant a indiqué qu'il réalise annuellement une mesure. Les résultats des mesures n'ont pas été présentés au moment de l'inspection. Par courriel en date du 22 avril 2022, l'exploitant a adressé les mesures réalisées de 2019 à 2021. Les résultats des analyses montrent qu'il n'y a pas de dépassement des valeurs limites imposées par l'arrêté préfectoral. Toutefois, l'exploitant ne mesure pas les paramètres suivants : MEST, sulfates, sulfites, sulfures et fluorures.
<b>Observations :</b> L'exploitant fournira un plan d'actions pour se mettre en conformité avec la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet